

Je remercie infiniment les membres de l'ADP d'avoir fait appel, alors qu'il s'agit de spécialistes et de professionnels, à une historienne qui n'a, en principe, pas sa place ici. J'ai une vingtaine de minutes pour vous convaincre que les villes ont toujours existé en Afrique et qu'elles ont toujours joué, comme acteurs, un rôle essentiel. Un rôle centripète, à la fois de concentration du pouvoir, de l'économie et de la culture, mais également un rôle centrifuge de diffusion de ces mêmes données. Elles ont donc joué un rôle éminent de moteur de civilisation. Il n'est pas inutile de dire que compte tenu du temps qui m'est imparti je vais m'élever à coups de serpe contre un certain nombre d'idées reçues, trop souvent considérées encore par les meilleurs spécialistes comme allant de soi.

Parce que cette réalité des villes, cette importance est ancienne. J'ai pu en accumuler la documentation lors d'un *joint fellowship* d'un an au Woodrow Wilson Centre à Washington DC avec Michel Coquery et par ailleurs mon mari (je suis historienne et lui est géographe-urbaniste). J'étais partie avec l'attention d'y rassembler toute la documentation possible concernant l'histoire des villes coloniales africaines, et notamment sub-sahariennes, notre projet commun étant d'en écrire la réalité.

Pour bien comprendre ces villes coloniales j'ai alors voulu explorer d'où elles venaient, et le résultat a effectivement été un ouvrage, non pas sur les villes coloniales, mais sur l'histoire de l'urbanisation en Afrique depuis les origines : *Histoire des villes d'Afrique Noire : des origines à la colonisation* (Albin Michel, 1993).

Si j'ai depuis lors écrit quelques articles et collecté des données sur les villes coloniales, je n'ai finalement jamais écrit l'ouvrage alors projeté¹. J'ai en tous les cas découvert qu'en Afrique comme ailleurs on ne peut comprendre une ville, une métropole aujourd'hui si on ne connaît pas son histoire dans le long terme, son héritage politique, culturel, sociologique, et tout ce qui fait sa spécificité par rapport aux autres, donc un héritage qui ne se limite pas à l'héritage colonial. C'est ce que je voudrais montrer aujourd'hui.

J'espère donc que vous me pardonneriez de faire une comparaison hétérodoxe. Comprendre le fonctionnement d'une ville comme Lagos au Nigeria sans appréhender son passé de petite île de la traite au temps des Portugais, cela équivaut en quelque sorte à vouloir comprendre le centre de Paris en faisant abstraction de l'enceinte de Philippe-Auguste ou du quartier du Marais, *mutatis mutandis* évidemment. Toute ville a une mémoire, même les plus grandes métropoles, et cette mémoire est importante pour comprendre la ville d'aujourd'hui.

Il existe bien sûr une Afrique largement villageoise, mais depuis le 11^e siècle au moins il y a eu une pléthore d'États et on les connaît désormais relativement bien. Ces États allaient depuis la petite chefferie jusqu'à de vastes empires. Ceci est une caractéristique en Afrique centrale entre le 16^e et le 18^e siècle, et essentiellement au 19^e siècle en Afrique occidentale, la région qui nous intéresse davantage aujourd'hui.

Or qui dit État dit capitale d'État, siège du pouvoir et donc ville. Je peux en citer quelques exemples : les villes swahili de la côte orientale depuis le 12^e siècle au moins, dont le prototype de continuité est le port de Mombasa au Kenya, qui est une ville extraordinairement riche en histoire ; les villes du marché de l'or dans l'arrière-pays de la côte du même nom (la Côte de l'or) aux 16^e et 17^e siècle, dont la culture urbaine est intermédiaire, constituée de petites villes qui pouvaient compter de 2000 à 20 000 habitants, ce qui est équivalent aux dimensions des petites et moyennes villes du Moyen Âge occidental. Cette culture urbaine s'est développée très fortement en utilisant la poudre d'or comme monnaie, et n'a disparu

¹ Cf. la plus récente mise au point : « De la ville en Afrique noire », *Annales. Histoire, sciences sociales*, 61^e année, no 5, 2006, pp. 1087-1119.

qu'à partir du 18^e siècle, les villes ayant été ravagées par les razzias importantes d'esclaves de traite. On peut encore citer les villes Yoruba dans le sud du Nigeria (actuel) au 19^e siècle. Ces villes précoloniales ont donné naissance à Ifé, à Abeokuta, à Ibadan, à Lagos : à la veille de la colonisation, elles comptaient déjà entre 50 000 et 100 000 habitants.

Tous ces exemples permettent de montrer que les villes africaines sont antérieures à la colonisation européenne et au 20^e siècle. Penser le contraire est, à mon avis, une erreur grossière héritée principalement de la vision partielle et biaisée des voyageurs occidentaux de l'époque impériale et de l'ethnographie coloniale.

Quel a été le rôle des colonisateurs ? Dans l'ensemble ils n'ont pas créé de villes. Ils en ont sélectionné un certain nombre qui existaient déjà, au détriment de beaucoup d'autres jugées sans intérêts. Une de mes collègues a dit un jour en forme de boutade : « les colonisateurs ont supprimé beaucoup plus de villes qu'ils n'en ont créées. » Ce constat n'est pas faux si la ville est comprise dans un sens très général.

Une autre idée erronée est que les colonisateurs auraient créé ces villes de toutes pièces. Ce fut certes parfois vrai, pour des motifs de type stratégique ou militaire : Nairobi, la capitale du Kenya, l'est devenue car il s'agissait du terminus intérieur de la voie ferrée de pénétration construite à partir de Mombasa ; Dakar fut, elle, préférée au milieu du 19^e siècle à la ville ancienne de Saint Louis du Sénégal.

Une autre erreur consiste à croire que les Britanniques auraient eu tendance à réutiliser d'anciens centres urbains là où les Français préféraient en créer de nouveaux. Ni l'une ni l'autre de ces affirmations ne sont vérifiées. Les deux puissances coloniales ont pratiqué l'un et l'autre. Mais d'une façon générale les Européens étaient de bons stratèges et comprenaient que les centres urbains éclosent pour des raisons complexes : le site, la situation géographique, la fonction, etc. Il peut s'agir d'un port, comme il y en a tant parmi les grandes villes, d'une zone de confluence. Prenons l'exemple de Khartoum, à la confluence du Nil bleu et du Nil Blanc. On pourra aussi noter les citadelles, les grands marchés commerciaux tels que Bobo-Dioulasso au Burkina Faso, ou encore les anciennes capitales politiques comme Ouagadougou où ces fonctions ont été conservées. Cela n'est pas tout à fait un hasard : Bobo-Dioulasso est restée un grand centre économique, et Ouagadougou est devenue la capitale de la Colonie, puis de l'Etat, parce que leur situation était bien choisie et leurs fonctions évidentes.

Ce qui a néanmoins changé avec la colonisation, c'est que ces centres, choisis et privilégiés plus que jamais, sont devenus les centres du pouvoir, et d'un pouvoir qui est longtemps resté le pouvoir quasi-absolu du colonisateur. Cette centralisation du pouvoir politique colonial a eu pour conséquence d'amener la moitié au moins, sinon les trois quarts et davantage encore, du personnel blanc de la colonie à vivre dans ces villes, à l'exception de quelques administrateurs isolés dans leurs circonscriptions. Les fonctionnaires, les entrepreneurs, beaucoup de missionnaires vivaient dans les villes. L'armée était cantonnée en ville également. Les marchés urbains sont donc devenus de plus en plus importants à mesure que croissait le besoin de nourrir de plus en plus de citoyens, c'est-à-dire de gens qui ne cultivaient pas et n'étaient plus des producteurs de vivres. Parallèlement de nouveaux pôles économiques urbains se sont développés, en particulier les gares le long des voies ferrées et les centres miniers, ou *compounds*, là où il y avait des mines à exploiter, ce qui est cependant resté relativement exceptionnel en Afrique occidentale pendant longtemps. Le prototype de la 'ville champignon' est évidemment Johannesburg, au cœur de l'État intérieur du Transvaal en Afrique du Sud.

Centres de pouvoir colonial, et centres économiques, les villes coloniales sont devenues de ce fait les marchés du travail majeurs de la colonie. Elles ont donc exercé un pouvoir d'attraction important sur la main d'œuvre. Cela s'est produit en Afrique occidentale dans les années 1930, au moment de la Grande Dépression (le phénomène a été plus précoce en

Afrique du Nord ou en Afrique du Sud). Avant la Grande Dépression, les régimes coloniaux avaient encouragé la production agricole destinée à l'exportation : huile de palme au Dahomey (devenu le Bénin) ou au Nigeria, arachide au Sénégal ou au Soudan français (Mali), café et cacao en Gold Coast ou en Côte d'Ivoire, coton partout ailleurs. C'est avant tout là que l'on retrouve l'origine du mythe de l'Africain 'homme de nature', 'd'essence rurale' : on avait besoin de lui comme paysan, et il n'avait donc rien à faire en ville. On ne compte plus les ouvrages, notamment d'anthropologie et en particulier de langue anglaise, datant des années 1950-1960, visant à démontrer par tous les moyens que la communauté villageoise ne faisait que se reconstituer et s'adapter en ville, et donc que les citoyens africains n'étaient pas de véritables citoyens mais tout simplement des paysans en ville qui devaient retourner dans les campagnes ! Il s'agit là de la doctrine coloniale du *turnover* rapide entre les besoins du marché du travail et la nécessité d'éviter l'entretien en villes de travailleurs lorsque la demande de main d'œuvre se tarissait. Il y a donc une connexion importante entre les convictions enracinées qui paraissent aujourd'hui encore comme des évidences et l'histoire de la colonisation, ce que je vais schématiser rapidement pour montrer que deux processus ont eu lieu qui contredisent précisément ces convictions.

Le premier processus a été la chute drastique des prix agricoles au moment de la Grande Dépression. A cette époque la valeur des prix agricoles d'exportation (l'arachide, le coton, etc.) tombe de 10 à 1. Les paysans meurent alors de faim et ne peuvent plus s'acquitter d'un impôt qui n'est pas supprimé car il est une démonstration de l'autorité coloniale en sus de remplir son rôle de financement de l'État. Les paysans ne vendant plus rien ont alors un seul recours : 'monter' en ville, d'autant que la saison économique urbaine, qui est la saison sèche, ne lésait pas la saison rurale qui est la saison-des pluies. Pendant longtemps le travail urbain, salarié, est apparu comme un appoint de la saison rurale. Or ce mécanisme se rompt dans les années 1930 : le salaire urbain devient fondamental pour la survie de l'ensemble des populations ; la croissance urbaine de l'Afrique intertropicale commence donc à augmenter dans les années 1930 ; elle s'accélère dans les années 1950 et le *boom* devient vertigineux dans les années 1970 : il s'agit là du processus des migrations urbaines tardif et violent en Afrique intertropicale.

Le second élément venant contredire les croyances habituelles évoquées plus haut est le fait que le marché du travail en ville est un marché du travail africain. Les colonisateurs commandent, organisent, gèrent, mais ne travaillent pas : ils travaillent de la tête, mais pas de leurs bras. Or la colonie est gourmande en bras ! On a calculé que la présence d'un blanc impliquait le travail de 6 à 10 noirs, que ce soit dans l'administration, les affaires, qu'il s'agisse de porteurs, de facteurs, ou de la domesticité : les familles blanches à l'époque coloniale employaient toutes au moins un laveur, un cuisinier, un gardien, un jardinier, une nourrice etc. La conséquence de ceci est que dès le début de la colonisation les villes coloniales sont des villes très importantes et très majoritairement noires. C'est ce que je m'étais efforcée de démontrer dans un de mes ouvrages, *Permanences et Ruptures* (Payot 1985, rééd. L'Harmattan 1994). En réalité, le processus urbain que l'on connaît aujourd'hui a commencé avec la colonisation : la ville coloniale blanche est un leurre entièrement construit par les experts coloniaux européens. Ceux-ci concevaient 'la ville' comme ~~son~~ les quartiers où vivaient les Européens et leurs « auxiliaires » africains. Ses éléments constitutifs étaient donc un certain nombre de villas, les bâtiments administratifs, plus tard des logements de fonctionnaires ou assimilés et ceux dédiés au grand commerce. Où, alors, vivaient les autres noirs, qui étaient la majorité ? Ils étaient sommés d'utiliser leurs moyens dits « traditionnels », ce qui signifie en clair qu'ils se débrouillaient, parce qu'étant faits pour vivre dans les villages on les estimait inadaptés en ville, et qu'ils y importeraient leur façon de construire, leur façon de vivre, et toutes leurs méthodes villageoises.

Les premiers plans d'urbanisme visant à organiser ces énormes quartiers urbains où s'installaient les Africains ne datent que de la fin des années 1930 (si l'on excepte la *médina* de Dakar, délocalisée du centre en 1914 à la suite d'une épidémie de peste) ; ils sont apparus plus régulièrement après les années 1950, c'est-à-dire au mieux une dizaine ou une quinzaine d'années avant les indépendances. Autrement dit, et pour simplifier, l'habitat dit précaire, que l'on appelait de façon erronée « spontané » alors qu'il était fort organisé mais hors contrôle officiel, est apparu en même temps que la ville coloniale, c'est-à-dire au début du 20^e siècle. La ville coloniale impliquait la ville africaine, mais celle-ci ne fut longtemps pas regardée comme telle par les colonisateurs.

Le travail dit informel de cette masse très majoritaire de citadins est apparu en même temps. Tous ces employés, cheminots, fonctionnaires, maçons, artisans, devaient bien vivre en ville. Or qui les logeait, qui faisait leur cuisine, qui lavait leurs affaires, qui assurait leur vie sexuelle ? Tout ceci a été assuré par une migration importante, non acceptée, non mesurée, de femmes. Des femmes jeunes, des petites sœurs, des cousines, plus tard des épouses, toute une série de travailleuses informelles absolument indispensables, qui permettaient aux travailleurs de fournir leur travail à la ville coloniale, et qui ont été considérées pendant longtemps comme autant de prostituées. Il y en avait, bien entendu, mais il y avait bien plus de femmes que de prostituées.

Tout ceci était bien sûr indispensable, mais néanmoins gênant : il devenait difficile pour le colonisateur de circonscrire la ville à la ville blanche. Les colonisateurs ont donc appelé les quartiers noirs les 'villages'. L'exemple de Brazzaville est symptomatique, puisqu'on y trouvait les *villages* de Poto-Poto et de Baongo. Or ces supposés villages dépassaient les 500 000 habitants, et ont rapidement dépassé le million d'habitants. Dans la banlieue de Dakar on retrouvait le même processus avec le village de Pikine, né du déguerpissement d'un énorme bidonville interne, Kolobane, dans les années 1950 ; Pikine n'a d'ailleurs longtemps pas été reconnue comme étant une ville par le colonisateur. Ce sont donc les citadins africains qui se sont urbanisés seuls, à leur façon, et cela est très important puisque cela permet de comprendre beaucoup de processus actuels.

En effet cet héritage s'est démultiplié au début des indépendances mais il ne s'agissait pas de nouveaux mécanismes, ~~mais~~ tout au plus d'un processus de démultiplication né de l'accroissement démographique et de la paupérisation des campagnes. C'est pourquoi il est si difficile de trouver aujourd'hui des solutions urbanistiques classiques à ce phénomène qui est hérité, qui s'inscrit dans une histoire longue d'incompréhension entre la vie quotidienne, concrète, d'une grande majorité des citadins, ceux des classes populaires, et ce que l'on appelle aujourd'hui la *gouvernance* urbaine.

La résorption de ces contradictions ne peut se faire, à mon avis, qu'en tenant compte de ces réalités profondes. Il faut comprendre les causes de cet héritage pour savoir y répondre. Je vais illustrer mon propos avec l'exemple de Johannesburg. Évidemment c'est une ville ~~un peu~~ éloignée de l'Afrique occidentale, mais je prends cet exemple car il vient d'être étudié par une équipe pluridisciplinaire en sciences sociales et humaines de l'université de Witwatersrand. Il en résulte un ouvrage remarquable que je vous recommande, organisé par Sarah Nuttall et Achille Mbembe : *Johannesburg, the Elusive Metropolis* (Duke University Press, 2008). Mbembe est un visionnaire autant qu'un observateur, et il faut le prendre tel quel. Mais ce livre fait penser.

Cet ouvrage part d'une idée simple mais forte. Il rejette les études classiques sur les grandes villes africaines contemporaines qui impliquent toutes, consciemment ou non, la suprématie du modèle occidental, modèle dont Saskia Sassen a dressé le modèle achevé sous la forme de la 'Ville Globale', cœur vital de la coordination à l'échelle mondiale des processus de production, d'innovation et d'accumulation. Si l'on s'en tient à ce modèle, Johannesburg, comme n'importe quelle autre métropole africaine, ne pourrait être qu'une ville

inachevée, empêtrée dans les retards accumulés par le sous-développement, incapable de surmonter les handicaps de l'informel, des déficiences de l'État, des vices engendrés par la corruption, la drogue et la violence. L'ouvrage réfute avec force cette idée.

Pour ses auteurs, Johannesburg est une grande métropole moderne et il faut la prendre comme telle. Elle exprime une autre réalité urbaine qu'il faut reconnaître et accepter, aussi vivante et originale en son genre que le modèle occidental auquel nous sommes trop habitués pour l'appréhender dans sa complexité. On ne doit donc pas se contenter d'opposer le visible et l'invisible, le formel et l'informel, le quartier en dur et le bidonville ; on doit comprendre que l'informel n'est pas synonyme d'absence de forme à faire « déguerpir » (selon le terme colonial consacré) ou à remodeler, mais implique des formes différentes. La totalité de l'économie populaire urbaine consiste à faire marcher de concert tous ces éléments dont l'imbrication même permet de réhabiliter le concept de métropole, celle-ci n'étant pas faite seulement d'un faisceau d'infrastructures, de technologies et d'entités juridiques reconnues. Les activités quotidiennes multiples des citoyens font aussi de la ville une entité esthétique et artistique, aspect que l'on ne peut négliger : ceci permet de créer un ensemble culturel nouveau et singulier, même s'il n'est encore ni analysé ni exprimé par notre langage conceptuel actuel.

L'histoire même de Johannesburg a été construite sur un principe dominant, principe intrinsèque à cette ville qu'il est nécessaire de comprendre. Ce principe dominant est celui de la *race*. La ségrégation, et très précisément l'apartheid (1947-1990) qui en est la systématisation politique, le racisme en ont déterminé dès l'origine les caractéristiques modernes. Cette ville raciale a été fondée pendant deux siècles sur un paradoxe : y coexistaient à la fois la nécessité absolue du travail des noirs, et le mépris total envers ces travailleurs. On pourrait adapter ce constat à d'autres régions d'Afrique sous une forme moins radicale, ce qui a conduit à confondre les modèles urbains avec l'ordre moral et social.

Mais dans le même temps, et de façon nécessairement contradictoire, les citoyens africains sont devenus indissociables les uns des autres, qu'ils soient noirs ou d'origine afrikaner ou britannique. Ceci a entraîné l'essor d'énormes bidonvilles au cœur même des sites industriels les plus modernes. Cet héritage véritablement schizophrénique a contribué à déterritorialiser les quartiers, les travailleurs migrants se sont insérés dans des complexes qu'ils se sont réappropriés à leur façon et dont ils sont devenus partie intégrante. Le résultat est qu'aujourd'hui la ville, devenue hétéroglotte (et j'utilise là quelques mots de vocabulaire utilisés dans l'ouvrage) demeure intrinsèquement fondée sur la transhumance, la juxtaposition, les déplacements incessants et la précarité des citoyens. Ne voir dans cette complexité qu'une négation urbaine est un contresens qui refuse de prendre en compte la profondeur de la superposition des temps pour comprendre la réalité de 'l'unité hétérogène' actuelle. Celle-ci, incontestablement, est viable, et il s'agit de comprendre enfin pourquoi.

L'ouvrage comprend plusieurs articles de fond, pas si faciles à lire, mais néanmoins intéressants, et une seconde partie, intitulée *Voices Lines*. Ces voix constituent une partie fraîche et vivante, qui est faite de pièces plus courtes, d'essais ou d'interviews, qui chacun expriment un mode de vie de quartier, ou une façon d'être d'un coin de la ville. La vision est alors donnée par une variété d'auteurs : des artistes, des écrivains, des journalistes, des cinéastes, des musiciens, et non pas uniquement par des tenants des sciences sociales. C'est une vision kaléidoscopique, complexe et véridique, donnant à voir tout à la fois le charme, la richesse et les dangers d'une ville unique et fascinante. J'en retiendrai entre autres deux exemples. D'une part la transformation symbolique réussie de la prison forteresse de l'apartheid, qui était une énorme bâtisse, redoutée, remodelée et transformée en centre civique très fréquenté par les citoyens et les collectivités : Constitution Hill. C'est une réussite d'autant plus étonnante qu'habituellement les musées ne font pas recette en Afrique, comme vous le savez. Or dans cet exemple les citoyens ont réapproprié cette page terrible de leur histoire, et

ils ont fait de ce lieu un lieu de rencontres à la fois individuelles et collectives. Il s'agit d'une grande réussite.

Le second exemple est l'entreprise originale de l'un des auteurs, Frederic le Marcis, qui reconstitue, au fil des pérégrinations d'un citadin depuis son logis en bidonville jusqu'à l'hôpital et d'autres établissements de souffrance et de soins, l'appréhension à la fois quotidienne et globale que peut avoir de sa ville un citadin atteint du Sida. Or vous savez qu'en Afrique du Sud il y en a beaucoup. Il s'agit là d'une façon de ressentir la ville qui n'a pas grand-chose à voir avec les réalités d'une ville occidentale et qui est fascinante parce qu'il s'agit de l'appréhension de la ville par un de ses habitants 'normaux' et habituels. C'est très instructif.

Je voudrais terminer sur cette note d'espoir, et vous m'excuserez je l'espère de vous présenter un ouvrage que je viens de publier, dont le sujet est après tout moins éloigné qu'il n'y paraît du thème d'aujourd'hui. C'est un petit livre qui s'appelle *Enjeux politiques de l'histoire coloniale* (Agone, 2009) et qui traite essentiellement des polémiques et des discussions violentes depuis quatre ou cinq ans à propos de l'histoire coloniale française et de sa place dans notre histoire. Il tente à sa façon de remettre à sa place le regard occidental et ses biais par rapport aux réalités africaines. Merci.

Jean-François Vergès Prenons deux ou trois questions avant de laisser la parole à Jean-Pierre Elong Mbassi.

Jean-François Tribillon Bonjour, je m'appelle Jean-François Tribillon et je voudrais m'inscrire en faux contre la description un peu trop rapide qui vient d'être faite de la question urbaine et de la question de l'urbanisme, y compris colonial. Même si le mot urbanisme n'est prononcé qu'à partir des années 1945-1946 par l'ordonnance sur les Colonies, l'urbanisme colonial existe bien avant ! Pourquoi êtes-vous passée très rapidement sur le fait que la colonisation a bien sûr organisé la ville sur un mode ségrégatif ? Il ne s'agissait pas d'ailleurs d'un mode d'apartheid, et il conviendrait de discuter un peu plus pacifiquement des rapports entre ségrégation, apartheid, division de l'espace, parce que les villes coloniales ont pratiquement toujours été divisées mais ont fonctionné de concert, tous les quartiers étant organisés pour collaborer.

Le premier quartier à avoir été fondé selon un urbanisme colonial en Afrique occidentale est le quartier de Médina à Dakar, qui date de la Première Guerre Mondiale. C'est là que s'élaborent les principales théories sur la trame urbaine, sur le lotissement, et des théories sur l'occupation du sol. À mon avis on doit faire l'hypothèse inverse, c'est-à-dire qu'il y a eu un modèle colonial urbain particulièrement précis, trop précis même, qui évidemment n'agissait pas par plans d'urbanisme mais par plans de lotissement. La différence est très faible !

En fait la planification urbaine du colonisateur a été implacable à partir notamment des années de la Première Guerre Mondiale. Elle a effectivement été *théorisée* dans les années 1930 et a connu son moment de gloire au moment de l'Exposition Coloniale de 1931 durant laquelle a été publié un imposant volume sur l'urbanisme colonial précisant la place que chaque groupe social devait avoir dans la ville en fonction de son statut. En effet l'urbanisme colonial est un urbanisme de statut, et de statut des personnes principalement. Il faut pour le comprendre relire les textes qui considèrent comme non-admissibles le séjour des Libanais en Médina en raison de leur statut. Ce sont des gens qui ne sont pas Français, mais qui ne sont pas non plus indigènes. Il existe un arrêté extrêmement détaillé qui montre pourquoi les Libanais n'ont pas le droit au 'permis d'occuper' classique et pratiquement gratuit en Médina.

Je pense que l'on a tout intérêt à adopter ce que je considère comme la thèse inverse à la vôtre, à savoir qu'il existe un urbanisme colonial théorisé, « judicisé », d'une précision effarante d'ailleurs, comme tout ce qui est colonial.

Catherine Coquery-Vidrovitch Monsieur, vous apportez de l'eau à mon moulin, je suis complètement d'accord avec vous. Bien entendu en vingt minutes je n'ai pas eu le temps de détailler l'urbanisme colonial qui a existé de fait depuis le début, et qui a depuis le début été nourri d'un esprit non pas de ségrégation, si ce terme vous paraît trop violent, mais néanmoins de séparation résidentielle volontaire évidente. Effectivement, ce plan colonial, séparant la ville blanche de la ville noire par un *no man's land* de fait, naît avec la colonisation. Sembene Ousmane a bien montré, dans son premier film, *Borom Sharet*, que les charrettes à âne, les seules que pouvaient posséder les Africains, étaient interdites sur le Plateau. Le premier quartier qui ait été construit, la Médina, est un quartier qui a été imposé aux Africains, qui habitaient auparavant sur le Plateau, à cause de la peste : c'est cette épidémie qui a rendu nécessaire l'évacuation des « indigènes » supposés propager la maladie. On a donc construit un quartier à cet effet, ou plus exactement on a demandé aux Africains de construire eux-mêmes après lotissement sur une zone marécageuse donc insalubre qui pose encore aujourd'hui des problèmes d'évacuation, et il s'agit effectivement du premier modèle.

Je vous renverrai à un ouvrage collectif que nous avons publié avec Odile Goerg, livre qui relevait des travaux d'une des tables rondes d'un congrès international d'histoire urbaine. Dans cet ouvrage, *La ville européenne outre mers : un modèle conquérant ? XVe-XXe siècles* (L'Harmattan, 1996), vous trouvez une vingtaine d'études qui démontrent à quel point le modèle d'urbanisme de la ville occidentale a été fondamental pour toutes les villes coloniales. Fondamental, et de façon différente à chaque fois, mais le modèle classique a été le principal argument au début de l'ère coloniale. Le premier urbanisme colonial en Afrique occidentale est apparu dans les années 1900 lorsque les Britanniques ont estimé que le paludisme était dû aux bêtes africaines et qu'il fallait donc séparer les familles africaines des familles européennes, donc construire le quartier salubre d'Hill Station en hauteur (à Freetown au Sierra Leone), et pour les « natives » des quartiers séparés, ce qui a été fait au cordeau, en s'inspirant de l'idée du quadrillage romain.

Je dirais simplement qu'il faut réfléchir aux modes de cet urbanisme, et à ses modèles, qui sont très importants. Or après la Deuxième Guerre Mondiale, le grand modèle de l'urbanisme colonial a été le modèle sud-africain, qui a inspiré les meilleurs spécialistes de l'urbanisme colonial, et je dis ceci sans péjorativité, c'est un fait. Il s'est tenu à Pretoria, en 1952, un congrès international sur l'urbanisme et l'habitat en Afrique ; dès lors pour les urbanistes on s'est inspiré de ce modèle, c'est-à-dire que l'on travaillait essentiellement sur la partie européenne ou « moderne » de la ville. Dans la Médina par exemple, les artères principales n'ont été électrifiées qu'en 1938, c'est-à-dire que le quartier était resté jusqu'alors dans le noir. Je dois dire que tout est toujours dans le même état : les artères perpendiculaires n'ont pas été électrifiées depuis.

Donc toute cette histoire de l'urbanisme colonial est très importante, vous avez tout à fait raison. Je voulais montrer qu'il n'est pas *originel*. Il s'est greffé sur un urbanisme plus ancien qui obéissait à d'autres règles. Il y a eu urbanisme colonial certes, mais quel urbanisme ? Et pourquoi ? Et quels en sont les résultats aujourd'hui ? Comment les gens vivent-ils cet héritage complexe fait d'une imbrication interreliée de « formel » et d'« informel » ? Comment l'ont-ils intériorisé, qu'en font-ils, et pourquoi est-ce qu'un certain nombre de mesures occidentales aujourd'hui ne fonctionnent pas, démarquées d'un modèle qui à l'époque a été un modèle imposé ?

Jean-François Vergès M. Tribillon, nous voudrions que les Actes de la journée soient quelque chose d'aussi important que la journée elle-même. Donc si vous pouvez nous transmettre les références des documents que vous avez évoqués et qui peuvent intéresser un certain nombre d'assistants, celles-ci seront intégrées dans les Actes.

Je pense que pour essayer de tenir les délais on va réserver d'autres questions éventuelles à la table ronde, et je laisse donc la parole à Jean-Pierre Elong Mbassi.